

STATUTS DE L'ASSOCIATION ESTP-ALUMNI

ART. 1 - But de l'association

L'Association dite « E.S.T.P. Alumni », fondée en 1920, anciennement nommée SID-ESTP Paris regroupe les diplômés de l'ESTP ayant suivi un cursus d'Ingénieur et/ou de Mastères Spécialisés ci-après dénommés "alumni" et les étudiantes et étudiants inscrits aux programmes de l'ESTP, à savoir les ingénieurs et étudiantes et étudiants en Mastères Spécialisés en cours de scolarité à l'Ecole ci-après dénommés "étudiants".

Elle a pour objectif de constituer un réseau d'échange entre les alumni et les étudiantes et étudiants de l'ESTP et de mettre en œuvre tous moyens utiles à la reconnaissance des diplômes et la notoriété en France et à l'international, des alumni, des étudiantes et étudiants de l'ESTP. A ce titre elle interviendra notamment pour :

1° Participer au développement de l'ESTP et au maintien de son enseignement au plus haut niveau, en entretenant notamment des liens étroits avec la Direction de l'École, la Fondation ESTP et les milieux professionnels, et en favorisant l'adaptation de l'enseignement aux exigences et à l'évolution de l'économie, aux défis et enjeux liés aux transitions actuelles : environnementales, écologiques, énergétiques, numériques et sociétales.

2° Encourager et faciliter la culture et l'information continue de ses membres et notamment :

- favoriser l'organisation de toutes actions de formation et d'information telles que conférences, ateliers et visites permettant aux membres de compléter leurs connaissances tout au long de leur carrière,
- établir un service gratuit d'échanges documentaires, techniques et relationnels,

3° Entreprendre ou appuyer toutes actions tendant à sauvegarder et développer les intérêts professionnels (généraux et particuliers) des alumni par tout moyen jugé convenable, et notamment par l'affiliation ou la participation de l'association aux organismes professionnels, aux groupements spécialisés, aux groupements régionaux d'ingénieurs, aux établissements ou organismes d'enseignement, etc.

4° Assurer, tant en France qu'à l'étranger, la défense des Titres et Diplômes de l'ESTP, en intervenant dans toutes les circonstances où l'un ou l'autre serait mis en cause, et particulièrement dans des conditions de nature à porter atteinte à leur prestige ou à leur rayonnement,

5° Organiser la représentation des alumni en exerçant les actions appropriées auprès des pouvoirs publics, des entreprises, du public, en vue de développer le rayonnement de l'Association,

6° Défendre et véhiculer auprès des alumni des étudiantes et des étudiants une image de mixité, de diversité et d'inclusion.

7° Susciter et entretenir des relations suivies et des liens de camaraderies avec et entre les alumni, les étudiantes et les étudiants, et la Fondation ESTP et créer entre eux des rapports d'intérêts réciproques,

8° Développer toutes actions d'entraide et notamment :

- faire connaître à ses membres les offres d'emploi disponibles et accompagner ceux qui sont en repositionnement ou en évolution de carrière, faire connaître à l'Ecole les opportunités de stages susceptibles d'intéresser les étudiantes et les étudiants.

- Assister par sa commission Entraide Solidaire les alumni, éventuellement leur conjoint et leurs descendants momentanément dans le besoin et, dans les limites de ses ressources, les étudiantes et les étudiants. Cette Commission d'entraide est définie au règlement intérieur.

9° Préparer et faciliter l'intégration active des étudiantes et des étudiants dans l'Association en assurant une liaison étroite avec les bureaux d'élèves des campus de l'ESTP qui assurent les liens avec les autres associations représentant les étudiants.

L'Association a son siège à Paris. Sa durée est illimitée.

Le changement de siège social à l'intérieur de Paris relève d'une décision du conseil d'administration, ratifiée par l'assemblée générale et déclarée au préfet ainsi qu'au ministre de l'Intérieur. Tout changement de siège hors de Paris requiert l'application des articles 17 et 20 des présents statuts.

ART. 2 - Moyens d'action de l'Association

Les principaux moyens d'action de l'Association ESTP Alumni sont :

1° La Maison des Ingénieurs ETP, siège de l'Association hébergeant les permanents de l'Association, et lieu de rencontre pour les membres,

2° Une équipe de permanents, dirigée par le ou la délégué(e) général(e) nommé par le ou la Président(e) de l'Association, qui assure la gestion de l'Association et assiste les membres dans l'animation de leurs différents groupements,

3° Un site internet ouvert à tous, reflétant la vie de la Maison des Ingénieurs ETP et celle de la communauté ESTP, à savoir, alumni, école et Fondation ESTP, et permettant la création d'espaces personnels pour les alumni et leurs groupements, dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

4° Une revue trimestrielle de la Communauté ESTP, « L'Ingénieur Constructeur », qui fournit des informations à caractère technique et tous renseignements sur la vie de la Communauté ESTP et de ses membres,

5° Un Annuaire des membres, et des étudiantes et étudiants Ingénieur en cours de scolarité

6° Les réseaux sociaux permettant une information instantanée des activités de la Communauté ESTP

7° Une commission Entraide Solidaire, qui peut attribuer des prêts d'honneur et de secours à ses membres

Et, plus généralement tous moyens permettant d'atteindre les buts visés à l'article premier.

ART. 3 – Membres de l'Association

L'Association est composée de cinq catégories de membres

- les membres
- Les membres à vie
- Les membres étudiants
- Les membres bienfaiteurs
- Les membres d'honneur

Sont membres de l'Association

- les alumni
- les étudiantes et étudiants du cursus Ingénieur
- les étudiantes et les étudiants Mastériens ne bénéficient pas durant leur scolarité du statut de membre de l'association

Sont membres à vie de l'Association

- Les alumni dont la promotion est antérieure à 2021 et qui ont réglé leur cotisation dite Pass For Ever ou « PFE »
- Les alumni diplômés des promotions 2022 et plus
- Les Mastériens diplômés à partir de l'année 2022
- Tout alumni reconnu par la Fondation ESTP comme étant un donateur bienfaiteur

Sont membres étudiants de l'Association

- Les étudiantes et étudiants qui suivent un cursus d'Ingénieur PGE (Programme Grandes Ecoles) & GECD

Les étudiantes et les étudiants qui ne terminent pas leur scolarité, qui échouent à obtenir leur diplôme de fin d'études de l'ESTP ou qui sont exclus de l'école perdent automatiquement leur qualité de membre de l'Association.

Sont membres bienfaiteurs

- Les personnes physiques ou morales qui ont été admises à ce titre par le Conseil d'Administration en raison de leur soutien remarquable à l'Association.

Sont membres d'honneur

- Les personnes qui ont été admises à ce titre par le Conseil d'Administration en reconnaissance de services rendus à l'Association.

ART. 4 – Radiations

La qualité de membre de l'Association se perd :

Pour une personne physique

- par le décès,
- par la démission adressée par écrit au Président,
- par la radiation prononcée par le Conseil d'administration pour motif grave. Le membre dont la radiation est envisagée pour motif grave se voit notifier les griefs qui lui sont reprochés au moins quinze jours avant la réunion du Conseil d'administration ayant à délibérer sur son éventuelle radiation. Il peut s'exprimer ou produire un mémoire en réponse aux griefs notifiés. Le Conseil ne délibère qu'après l'avoir entendu ou pris connaissance de son mémoire, le cas échéant.

Peuvent constituer un motif grave notamment :

- Le non-respect des statuts ou du règlement intérieur ;
- Tout fait ou comportement visant à (ou ayant pour effet) de nuire au bon fonctionnement, à l'image de l'Association, de ses dirigeants ou de ses salariés,
- L'adoption de positions contraires à l'intérêt l'Association ou visant à favoriser ou privilégier un autre groupement ayant une mission comparable.

Le membre radié pourra faire appel de la décision du Conseil d'administration devant l'Assemblée générale dans un délai de six mois après la notification de la décision du Conseil. Ce recours est suspensif.

Pour une personne morale

- Par le retrait décidé par celle-ci, conformément à ses statuts ;
- Par la dissolution de celle-ci ;
- Par la radiation prononcée par le conseil d'administration pour motifs graves, sauf recours suspensif du représentant de la personne morale à l'assemblée générale qui statue alors en dernier ressort.

Le représentant de la personne morale intéressée est appelé à sa défense préalablement à toute décision

ART. 5 - Organisation générale de l'Association

Afin de leur permettre de participer activement à la vie de l'Association et concourir efficacement à la réalisation des objectifs définis à l'article premier, les membres sont réunis en groupements régionaux et internationaux et en groupements de professions et thématiques de classes différentes. Les règles d'organisation des groupements sont précisées au Règlement Intérieur.

Conseil d'Administration

L'Association est administrée par un Conseil d'administration composé de vingt et un membres :

Les vingt et un membres sont élus au scrutin secret par l'ensemble des membres ayant le statut de « membre à vie ». Le Règlement Intérieur précise les règles en matière de droits de vote et pour l'organisation du vote qui peut se faire par courrier, par procuration ou par vote électronique via le site internet de l'Association.

Participent également, avec voix consultative, en tant que membres de droit au Conseil d'administration de l'Association :

- Les présidentes et présidents des bureaux des élèves des campus de l'ESTP
- Les membres d'honneur de l'association
- Le directeur général ou la directrice générale de l'ESTP ou un membre sociétaire de l'ESTP qu'il ou elle aura dûment désigné(e),
- Un représentant de la Fondation ESTP

Les vingt et un membres élus du Conseil se répartissent en trois classes :

- huit pour les Groupements régionaux et internationaux (dont trois pour ceux de la Région parisienne, un pour l'international et quatre pour les autres régions),
- huit pour les Groupements de professions ou thématiques,
- cinq pour les candidats libres.

Les candidats au poste d'administrateur élus sont, d'une part, les délégués présentés par les différents Groupements pour les représenter d'autre part les candidats qui se présentent à titre individuel pour la classe « candidats libres ».

Un membre élu au Conseil d'administration au titre d'un groupement achève normalement son mandat même s'il vient à quitter le groupement (par exemple : changement de région) ; il peut toutefois se démettre de ses fonctions, auquel cas son ex-groupement peut proposer un remplaçant au Conseil pour la durée restante du mandat en cours, celui-ci pouvant le coopter dans les conditions précisées aux statuts.

Les candidats libres ne sont pas des représentants des groupements et se portent candidats à titre individuel.

Lorsqu'un candidat élu en tant que candidat libre devient, en cours de mandat, le représentant d'un groupement, ce dernier ne peut pas être représenté au Conseil d'administration de l'Association au titre des délégués.

Les listes de candidatures doivent être adressées au Conseil d'administration à partir du 1er octobre de chaque année et au moins deux mois avant la date de l'Assemblée Générale. La date d'ouverture et la date de clôture du dépôt des listes sont publiées en temps opportun dans l'un des organes de communication de l'Association.

Nul ne peut être élu membre du Conseil d'Administration s'il n'a pas fait acte de candidature.

Les représentants de l'association doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils. Le vote par correspondance est admis pour l'élection des membres du Conseil.

Le Règlement Intérieur fixe les modalités d'organisation des élections au Conseil d'Administration.

Les membres élus du Conseil d'administration le sont pour trois ans, selon les modalités précisées au Règlement Intérieur.

Le renouvellement des membres élus du Conseil d'administration a lieu par tiers chaque année.

Les membres sortants sont rééligibles pour 3 mandats successifs. Le bureau peut toutefois déroger à ce point en autorisant de manière exceptionnelle et motivée un administrateur à faire un mandat supplémentaire.

En cas de vacances d'un poste d'administrateur (provoquée par le décès, la démission ou l'exclusion d'un membre), le remplacement se fait par élection à l'assemblée générale qui suit la vacance. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin au moment où devait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Les membres du conseil d'administration peuvent être révoqués par le conseil d'administration pour juste motif ou pour absences répétées, à la majorité des deux tiers des membres en exercice, sauf recours des intéressés devant l'assemblée générale. Ils sont appelés à présenter leur défense préalablement à toute décision.

On entend par absences répétées, l'absence, en présentiel ou en visioconférence, à trois Conseils d'Administration sur les quatre prévus dans l'année, ou, dans le cas de Conseils d'Administration supplémentaires, l'absence à plus de la moitié des Conseils d'Administration.

Les agents rétribués de l'association peuvent être appelés par le président à assister aux séances du conseil d'administration sans voix délibérative.

ART. 6 – Fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil se réunit au moins quatre fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sa Présidente ou sur la demande du quart de ses membres ou du quart des membres de l'association.

Le Règlement Intérieur précise le fonctionnement du Conseil d'Administration.

La présence du tiers des membres du Conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations. Les administrateurs peuvent assister au Conseil d'Administration en présentiel ou en distanciel via visio-conférence.

Un membre qui ne pourrait assister au Conseil d'Administration peut se faire représenter par un autre membre du Conseil d'Administration.

Les décisions sont adoptées à la majorité simple. En cas d'égalité la voix présidentielle est prépondérante.

A chaque séance, une Présidence de séance et un Secrétariat de séance sont désignés parmi les présents.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par la Présidence et le Secrétariat de séance ou en cas d'empêchement, par un autre membre du bureau. Ils sont transcrits sans blancs ni ratures sur un registre, coté et paraphé par la Présidence du Conseil d'administration et le Secrétariat général et conservés au siège de l'association.

ART. 7 : Bureau

Le ou la Président(e) nomme parmi les membres élus du Conseil d'Administration, son Bureau composé de huit membres dont, à minima :

- Une Vice-présidente ou un Vice-président,
- La trésorière ou le trésorier
- La Secrétaire Générale ou le Secrétaire Général.

Le Bureau est nommé pour un an.

Le bureau instruit toutes les affaires soumises par le conseil d'administration et exécute ses délibérations.

Les membres du Bureau peuvent assister aux réunions de Bureau en présentiel ou en distanciel via visio-conférence.

ART. 8 : Instances internes consultatives

Le Conseil d'Administration peut créer des instances internes consultatives pour des sujets particuliers

Le règlement intérieur fixe, le cas échéant, les rôles de permanents de l'association, voire des bénévoles qui pourraient être amenés à participer à la gestion de l'association.

Comité d'Orientation stratégique :

Le Comité d'orientation stratégique est formé de l'ensemble des délégués des divers groupements ainsi que par tout membre de l'Association désigné par le ou la Président(e) en vue de remplir une mission déterminée.

Le Comité d'orientation stratégique est invité à participer aux séances du Conseil d'administration au moins deux fois par an et chaque fois que le ou la Président(e) l'estime nécessaire.

Les membres de ce comité y ont une voix consultative.

ART. 9 - Rétribution

Les membres de l'Association ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées. Seuls des remboursements de frais sont possibles, dont les justificatifs doivent faire l'objet d'une vérification par le délégué général et le Trésorier ou la Trésorière et faire l'objet d'une validation expresse du Bureau, statuant hors la présence des intéressés.

Les membres du conseil d'administration, ainsi que toute personne appelée à assister à ses réunions, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et de celles données comme telles par son président ou sa

présidente. Cette obligation s'applique également aux membres des comités institués au sein de l'association.

L'association veille à prévenir et à gérer toute situation de conflit réel, potentiel ou apparent, pouvant exister entre ses intérêts et les intérêts personnels ou professionnels de l'un de ses administrateurs, de l'un des membres des comités institués en son sein, des collaborateurs ou de toute personne agissant au nom de l'association.

Lorsqu'un administrateur a connaissance d'un conflit d'intérêts, réel, potentiel ou apparent, dans lequel il pourrait être impliqué, il en informe sans délai le conseil d'administration et s'abstient de participer aux débats et de voter sur la délibération concernée. Il en est de même pour tout postulant à sa désignation au sein du conseil d'administration, qui en informe l'assemblée générale.

Lorsqu'un membre de comité a connaissance d'un conflit d'intérêts, réel, potentiel ou apparent, dans lequel il pourrait être impliqué, il en informe sans délai le comité et s'abstient de participer aux débats et de voter sur l'affaire concernée. Il en est de même pour tout postulant à sa désignation au sein d'un comité, qui en informe l'instance appelée à en désigner les membres.

ART. 10- Assemblée Générale

L'Assemblée générale de l'Association comprend

- les membres à vie de l'Association
- les membres d'honneur
- les membres bienfaiteurs
- les présidentes et présidents des bureaux des élèves des campus de l'ESTP

Seuls les membres à vie peuvent bénéficier du droit de vote,

Les agents rétribués, non membres de l'association, n'ont pas accès à l'assemblée générale, sauf à avoir été invités par le président à y assister sans voix délibérative.

Elle se réunit dans le courant du premier semestre de l'année et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'administration, ou sur la demande du quart au moins de ses membres

Elle délibère sur les questions mises à l'ordre du jour par le Conseil d'administration et sur celles dont l'inscription est demandée par le quart au moins des membres de l'association. L'ordre du jour doit être envoyé à tous les membres de l'Assemblée au moins 15 jours à l'avance.

Elle choisit son bureau qui peut être celui du conseil d'administration.

L'Assemblée générale entend les rapports de gestion et moral du Conseil d'administration présentant la situation financière, la gestion et les activités de l'Association. Elle approuve les comptes et le rapport moral de l'exercice clos, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du conseil d'administration.

Le vote par correspondance est autorisé pour les élections du conseil d'administration dans les conditions définies par le règlement intérieur.

Le vote par procuration est permis sans limitation du nombre de pouvoirs.

Les votes sont obtenus à la majorité simple des voix. En cas de partage égal des voix, celle de la présidence est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par les représentants de la présidence et du secrétariat de l'assemblée ou, en cas d'empêchement, par un autre membre du bureau. Ils sont établis sans blanc, ni rature, sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'association.

Le rapport annuel et le procès-verbal de l'Assemblée générale sont consultables au siège de l'Association et disponibles sur le site internet de l'Association.

ART. 11 - Président et trésorier de l'association ESTP Alumni

Le ou la Président(e) du Conseil d'administration représente l'Association dans tous les actes de la vie civile. Il ou elle est élu(e) par le premier Conseil d'Administration qui suit l'Assemblée Générale pour une durée d'un an renouvelable. La durée maximale d'un mandat Présidentiel ne peut excéder 5 (cinq) ans.

Après avis du conseil d'administration, le ou la Président(e) recrute, nomme, licencie et assure la gestion et le pouvoir disciplinaire du personnel salarié de l'Association et peut déléguer ces pouvoirs au Délégué Général. Le ou la délégué(e) général(e) reçoit alors délégation pour l'exercice de ses attributions dans les conditions précisées par le règlement intérieur. Le ou la Président(e) met fin à ses fonctions dans les mêmes conditions que pour sa nomination. Le délégataire peut lui-même subdéléguer ce pouvoir si la délégation initiale donnée par le ou la Président(e) le prévoit. Le ou la Président(e) met fin à ses fonctions dans les mêmes conditions que pour sa nomination.

Le ou la Président(e) du Conseil d'administration ordonnance les dépenses.

Le ou la Président(e) du Conseil d'administration peut donner délégation dans des conditions qui sont fixées par le Règlement Intérieur.

En cas de représentation en justice, le ou la Président(e) ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale.

Les représentants de l'Association doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils.

La Trésorière ou le Trésorier encaisse les recettes, acquitte les dépenses, établit et propose au Bureau puis au Conseil d'administration l'arrêté des comptes annuels et le budget de l'année à venir. Les comptes annuels sont contrôlés par un ou deux censeurs nommés par l'Assemblée Générale pour l'année à venir. L'arrêté des comptes et le budget sont soumis au vote à l'Assemblée Générale.

ART. 12 Décisions particulières du Conseil d'administration

Les décisions du Conseil d'administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations des immeubles nécessaires au but poursuivi par l'Association, constitution d'hypothèques sur lesdits immeubles, bail excédant neuf années, emprunts doivent être soumises à l'approbation de l'Assemblée générale.

Les donations et les legs sont acceptés par délibération du conseil d'administration dans les conditions de l'article 910 du code civil.

ART. 13 – Décisions particulières de l'Assemblée générale

Les délibérations de l'assemblée générale relatives à la constitution d'hypothèques et aux emprunts ne sont valables qu'après approbation administrative.

FONDS DE RÉSERVE ET RESSOURCES ANNUELLES

ART. 14 - Les recettes annuelles

Les recettes annuelles de l'Association se composent :

- 1° Du revenu de ses biens,
- 2° Du soutien financier de l'ESTP régie par la convention de partenariat et ses annexes entre l'ESTP et l'Association en date du 26 mai 2021
- 3° Des subventions de l'État, des départements, des communes et des établissements publics,
- 4° Des dons, donations et legs dont l'emploi est décidé au cours de l'exercice
- 5° Des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente,
- 6° Du produit des insertions faites aux fins de publicité dans ses publications.
- 7° Des produits pouvant être générés par de la formation continue ou par tout autre type de recette
- 8° Toutes les ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur

ART. 15 – Comptabilité

Une comptabilité est tenue, faisant apparaître annuellement un compte de résultat de l'exercice, un bilan et une annexe.

Il est justifié chaque année auprès du préfet de Paris, du ministre de l'Intérieur et du ministre de l'Éducation nationale de l'emploi des fonds provenant de toutes les subventions accordées au cours de l'exercice écoulé

ART.16– Capitaux mobiliers

Les actifs éligibles aux placements des fonds de l'association sont ceux énumérés à l'article R.332-2 du code des assurances.

MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

ART. 17– Modification des Statuts et du Règlement Intérieur

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration ou du dixième des membres dont se compose l'Assemblée générale.

Dans l'un et l'autre cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale lequel doit être envoyé à tous ses membres au moins 15 jours à l'avance.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et, cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, la modification des statuts ne peut être votée qu'à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ou représentés.

ART 18 : Règlement intérieur

Un règlement intérieur peut être préparé par le conseil d'administration et adopté par l'assemblée générale. Il ne peut entrer en vigueur ou être modifié qu'après approbation du ministre de l'Intérieur.

ART. 19 – Dissolution

L'Assemblée générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association et convoquée spécialement à cet effet dans les conditions prévues à l'article 17, doit comprendre au moins la moitié plus un de ses membres.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et, cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

En cas de dissolution, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association. Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements poursuivant une finalité analogue, publics, ou reconnus d'utilité publique, ou visés aux alinéas 5 et suivants de l'article 6 de la loi du 1er juillet 1901 modifiée, ou à une collectivité territoriale dans les compétences de laquelle entre l'objet de l'association.

ART. 20– Décisions en matière de modification des statuts et dissolution

Les décisions de l'Assemblée générale relatives aux modifications des Statuts et à la dissolution de l'Association prévues aux articles 17 et 19 sont adressées sans délai au ministre de l'Intérieur et au Ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Elles ne sont valables qu'après l'approbation du Gouvernement.

SURVEILLANCE

ART. 21– Changements dans l'Administration ou la Direction de ESTP Alumni

Le ou la Président(e) de l'Association ou son mandataire doit faire connaître dans les trois mois à la Préfecture de Paris tous les changements survenus dans l'Administration conformément à l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901 modifiée

Les registres de l'Association et les pièces de comptabilité sont présentés sans déplacement sur toute réquisition du ministre de l'Intérieur ou du préfet, à eux-mêmes ou à leur délégué, ou à tout fonctionnaire accrédité par eux.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année au préfet de Paris, au ministre de l'Intérieur et au Ministre chargé de l'enseignement supérieur.

ART. 22 – Visites de l'Administration publique

Le ministre de l'Intérieur et le Ministre chargé de l'enseignement supérieur ont le droit de faire visiter les services de l'association par leurs délégués ou par tout fonctionnaire accrédité par eux afin de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

Fait à Paris le 01 juillet 2025

Madame Noémie LAGOUTTE

Secrétaire Générale